

Stress test bancaire européen : à quoi doit s'attendre le marché ?

(Easybourse.com) L'EBA, l'Autorité Bancaire Européenne, discute actuellement sur les prochains stress tests bancaires. Nous devrions connaître incessamment sous peu les hypothèses retenues pour ces tests.

Le 18 janvier dernier, Michel Barnier, commissaire européen chargé du marché intérieur a indiqué que dans le cadre des nouveaux stress tests, l'assiette du risque souverain serait élargie au banking book et le risque de liquidité serait pris en compte.

«Si l'annonce du 18 janvier est confirmée, nous pensons que deux problèmes en particulier pourraient se poser» estime Christophe Nijdam, **analyste** secteur bancaire du premier bureau européen d'analyse indépendante **Alpha Value**.

Tout d'abord, intégrer le risque pays dans le banking book serait infondé et contre-productif selon l'expert. «*Nous considérons qu'il n'y a pas de risque de solvabilité concernant les pays de la zone euro, uniquement un risque de liquidité, c'est-à-dire de rééchelonnement. Si nous testons la solvabilité sous forme de scénario en partant d'un constat que la dette d'un pays de la zone euro détenue jusqu'à l'échéance ne doit pas valoir 100 mais doit valoir moins, nous arriverions à des conclusions erronées signalant que certaines banques devraient être recapitalisées alors qu'en réalité cela ne se justifierait pas économiquement*».

Pour M Nijdam, on ne peut pas dire qu'un pays est insolvable en regardant le ratio dette publique par rapport au PIB. Les marchés ont tendance à considérer que lorsqu'un pays a une dette qui dépasse 90% de son PIB, le pays est surendetté et donc insolvable.

Or d'autres critères doivent être pris en compte, comme le développement économique d'un pays, les taux d'intérêt, le taux d'imposition. «*Un pays faiblement imposé peut éventuellement augmenter les impôts demain et avec un ratio dette sur PIB qui va au-delà de 90%*».

Par ailleurs, l'Autorité Bancaire Européenne aurait tort de retenir l'inclusion du risque souverain dans la banking book dès lors que l'on observe les montants qui doivent être refinances, nous serions davantage en présence d'un problème de refinancement que de solvabilité à proprement parler. «*La dette publique de la zone euro en moyenne a une maturité de l'ordre de 5 ans. Ce qui doit être financé cette année ou l'année prochaine est ce que doit refinancer de manière habituelle n'importe quel pays*».

M Nijdam aussi estime que si l'on devait appliquer le même type d'approche aux Etats-Unis et à la situation réelle des 50 Etats fédérés, nous sommes face à une situation des finances publiques américaines bien plus préoccupante que celle de la zone euro. «*La différence est que le dollar est une monnaie de réserve internationale de référence ce qui n'est pas encore le cas de l'euro*».

Enfin, une telle hypothèse ne ferait abstraction de mécanismes de marché assez pervers développés à travers les CDS. «*Il suffit d'avoir quelques acteurs d'origine anglo-saxonne qui achètent des CDS sur les pays périphériques de la zone euro notoirement illiquides pour faire décaler le prix du CDS à la hausse et par effet de contagion baisser les obligations de ces pays*».

Sur le risque de liquidité, la critique concernerait le fait qu'il ne serait pas prévu à ce stade d'indiquer quelles seraient les banques qui au regard du stress test de la liquidité ne passerait pas l'examen avec succès. «*Nous n'aurions ainsi pas la transparence requise et nous ferions une double erreur. Nous pénaliserions au regard du risque de solvabilité sur la dette publique des établissements pour de mauvaises raisons et nous épargnerions les établissements qui seraient affectés par le risque de liquidité. Ce serait contre-productif*».

Imen Hazgui

Publié le 02 Mars 2011

Copyright © 2011 **easyBOURSE**